

LANNION TREGOR COMMUNAUTE

Monsieur Le Président

1 rue Monge

CS 20761

22307 LANNION CEDEX

A Saint-Brieuc, le 20 février 2025

Service études/aménagement
Affaire suivie par Hélène LE PAJOLEC
Tél. : 02.96.78.62.00
Mail : helene.lepajolec@cotesdarmor.cci.fr

Objet : Notification PPA pour avis – Projet de modification simplifiée n°1 du SCOT du Trégor

Monsieur Le Président,

Nous avons bien reçu le dossier concernant le projet de modification simplifiée n°1 du SCOT du Trégor et nous vous en remercions.

Nous nous interrogeons sur la méthode de détermination des besoins en matière d'activité économique et l'enveloppe de consommation foncière (point 2.2.3).

Vous précisez que vous avez identifié 15 ha bruts de gisements fonciers et potentiels de densification au sein des parcs d'activités communautaires, mais sans justification et sans localisation, ce qui ne nous permet pas d'apprécier la répartition de ces surfaces sur le territoire couvert par le SCOT du Trégor. Pouvez-vous nous confirmer que ces 15ha sont complémentaires à l'enveloppe foncière économique de 45ha ?

Par ailleurs, nous souhaitons que vous précisiez que les 15ha de gisements fonciers sont une estimation minimale du potentiel de densification, et que leur exploitation ne viendra pas en décompte de l'enveloppe foncière économique de 45 ha.

Vous indiquez ensuite que votre stratégie foncière économique a mis en évidence un besoin d'enveloppe foncière de 45 ha, et que cette évaluation a été établie par secteur d'activité : Industrie, Artisanat, Tertiaire, Commerce de détail, Commerce de gros et GMS.

Ainsi votre stratégie de développement foncier, tel que proposée ci-dessus, ne peut être réalisée sans tenir compte d'une enveloppe destinée aux espaces commerciaux de périphérie.

De plus, vous précisez que ces 45 ha dédiés à l'économie sont de la consommation d'ENAF. Or, à la lecture de vos orientations, nous interprétons que vos différents espaces d'activités économiques (espaces d'activités stratégiques, espaces d'activités de proximité, espaces d'activités aquacoles et espaces commerciaux de périphérie), s'ils ne peuvent aller au-delà de la consommation cette enveloppe foncière d'ENAF, ils peuvent toutefois **se densifier sur les espaces existants**.

Enfin, vous synthétisez cette consommation foncière maximale autorisée par secteur géographique, sans préciser quelles communes sont représentées dans ces secteurs. Il conviendrait d'utiliser des tableaux identiques à ceux sur le logement pour en faciliter la compréhension.

En vous remerciant par avance de la prise en compte de ces remarques,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président,

Jean-Claude BALANANT

Pour le Président et par Délégation
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

P. LE COZ